



N°7

Novembre 2021

Ce bulletin fait le point sur l'activité récente de la coopérative et les perspectives à moyen terme.



DES NOUVELLES DE LA COOPÉRATIVE AL SANABEL

Cultiver c'est résister!

Partage d'expériences

Quinze ans après le premier jus de raisin mis en bouteilles dans un garage, pasteurisé dans une marmite, la coopérative *Al Sanabel* a atteint sa vitesse de croisière.

Les principaux investissements ont été réalisés : après l'acquisition d'un terrain et la construction d'un bâtiment, les machines sont arrivées pour constituer une filière complète du pressage à la pasteurisation et la mise en bouteilles.

Mais cette construction n'est pas seulement matérielle : la coopérative, c'est aussi une structure sociale de solidarité entre les coopérateurs et plus largement les paysans de la région. Elle s'est imposée dans le paysage politique palestinien comme outil de dialogue avec les institutions et soutien aux paysans en butte à la colonisation.

Ces deux dernières années, la coopérative a été confrontée à de nouveaux défis, liés à la crise sanitaire et ses conséquences économiques ainsi qu'aux aléas climatiques. La baisse du pouvoir d'achat des consommateurs associée à une qualité moindre des récoltes de raisin et la concurrence des importations israéliennes a conduit à une baisse du prix du raisin sur le marché de gros de Halhul.

La coopérative a privilégié la réponse aux paysans qui choisissent d'augmenter la part de raisin pressé pour faire du *debs* et diminué le nombre de bouteilles produites.

Cette adaptation montre à la fois la souplesse d'organisation et la priorité donnée aux demandes des paysans avant le chiffre d'affaires de l'entreprise.

Parallèlement, le programme triennal de soutien de l'Agence française de développement est arrivé à son terme.

À cette étape importante pour *Al Sanabel*, il est apparu nécessaire de faire un premier bilan de l'impact de ce projet ici et là-bas. En Palestine, une étude sociologique a été confiée au Centre de développement social de l'université de Birzeit. En Europe, une série d'entretiens a été réalisée auprès des soutiens français et belges dont voici le résumé.

Pour valoriser cette expérience, nous avons demandé à une vingtaine de personnes en France et en Belgique, impliquées à différents niveaux dans ce projet, quel regard elles portaient sur son avancement et comment elles qualifiaient les conditions de sa réussite. Un travail d'analyse et de synthèse a été réalisé à partir de ces entretiens. C'est pour partager toute la richesse de ces échanges que nous vous livrons le récit de leur histoire avec leurs propres mots.

La résistance, point de départ de l'engagement

Ce projet a été identifié comme une démarche de « résistance » par les acteurs de la coopérative et par les organisations européennes qui le soutiennent. Cet aspect est à la fois un levier d'engagement et en même temps une difficulté spécifique. Nous avons cherché à comprendre si les logiques de résistance et de développement peuvent s'articuler et selon quelles modalités.

« **Ce projet est vraiment ancré dans la résistance populaire des Palestiniens.**

Tous se situent dans la même démarche de résistance populaire non violente, non armée, dans une démarche globale. C'est la perspective d'occuper la terre, de cultiver la terre, sachant que la défense de la terre est un enjeu politique de 1^{er} ordre face aux colons qui n'ont de cesse de l'accaparer. On est là au cœur de la problématique politique de la défense de la terre. Ils ne peuvent plus vendre leur raisin sur le marché. Il faut une organisation différente, et ils ont eu l'idée de la transformation en jus. »

La Palestine, un sujet clivant dans un contexte d'occupation

Cet enjeu de résistance soulève des obstacles et peut susciter des hésitations au sein des organisations de soutien. Aussi, cela peut amener à mettre plus résolument l'accent sur l'efficacité économique de l'entreprise soutenue.

« **On est obligé d'utiliser l'argument économique en disant que c'est une vraie coopération pour une action ; les paysans ne sont pas politiques. »**

Par ailleurs, l'occupation militaire des territoires palestiniens sur lesquels est située la coopérative *Al Sanabel* constitue l'un des principaux dangers pour le projet. Même si la majorité des acteurs sont relativement confiants, ils sont très conscients du fait que tout peut basculer d'un moment à l'autre.

« **Dès qu'on a vu le bâtiment sortir de terre, on savait que le gros danger était que l'armée vienne et défonce tout d'un coup de bulldozer. Il y a cette épée de Damoclès : les Israéliens sont capables de démolir la coop. »**

Des éléments facilitateurs

Malgré ce contexte difficile, le projet *Al Sanabel* a réussi à fédérer autour de lui un nombre important d'organisations. Actuellement 17 groupes locaux — essentiellement bretons, mais aussi quelques-uns ailleurs en France et en Belgique — soutiennent ce projet par une collecte financière significative : apports directs des groupes porteurs ou subventions de collectivités locales, d'entreprises ou de l'Agence française de développement (AFD).

Un projet concret et des liens personnels

Ce caractère « concret » a été un atout. L'ancrage à la terre comme acte de survie est une situation à laquelle on peut s'identifier, tout comme l'idée de transformer le raisin en jus pour surmonter les obstacles de sa commercialisation. Pour les acteurs palestiniens, le meilleur levier de mobilisation consiste à donner la possibilité de découvrir la logique de cette entreprise à « taille humaine ». Chacun peut l'appréhender à travers ses propres yeux et convaincre du bien-fondé de la soutenir. Les relations personnelles, notamment avec Raed Abu Yussef, président de la coopérative, parfaitement francophone, ont été déterminantes et facilitatrices. Pour les personnes qu'il a accueillies par ailleurs lors de la cueillette des olives, il incarne la dynamique du projet et lui donne un sens.

« **Raëd Abuyussef a été pour moi déterminant dans ma motivation pour le projet. La réussite d'un projet quel qu'il soit, au-delà des principes qui le fondent, tient toujours aux personnes qui le portent ; je crois donc nécessaire et passionnant de se rencontrer, de se rendre sur place. »**

La dimension internationale du projet

La mobilisation de militants et l'engagement d'élus de plusieurs pays ont contribué significativement à la reconnaissance et au financement du projet. Enfin, le soutien d'acteurs européens a pu jouer un rôle protecteur sans empêcher malheureusement les exactions des colons qui ont détruit 1 300 ceps de vignes en mai 2018.



Raed, Bassem et Khalhil, membres du bureau de la coop.

Des difficultés et des risques spécifiques

La barrière de la langue reste une difficulté pour les échanges avec les coopérateurs et le risque que tout repose sur une personne.

« On a eu des liens avec le CA qui sait qui on est. Le succès du projet tient beaucoup à Raed et c'est problématique s'il lui arrive un pépin, mais il a toujours eu le souci de mettre autour de lui des amis qui ne partagent pas forcément ses engagements politiques, mais néanmoins clairement engagés dans la résistance. Il sait bien que le combat devra continuer après lui. Tout a reposé sur ses épaules au moment de la création, mais maintenant que tout est en place, ça pourrait continuer sans lui, car il y a l'outil. »

La solidarité comme moteur de la dynamique

Pour relever le défi du développement de ce projet particulier, un mode de fonctionnement spécifique s'est progressivement mis en place. En Palestine, les acteurs locaux ont fait le choix de se constituer en coopérative, en l'assortissant de règles très précises sur le nombre de coopérateurs notamment. La partie européenne, de son côté s'est organisée en un « collectif » des groupes locaux de soutien.

Une organisation en coopérative

C'est aux coopérateurs d'opérer les choix. Il ne s'agit pas d'instaurer une hiérarchie, mais plutôt de reconnaître la légitimité de ceux qui sont impliqués dans l'action pour identifier avec plus de précision les besoins et les contraintes liées au développement du projet.

« C'est la coop qui donne la direction. On discute sur un pied d'égalité, mais c'est pas nous qui venons expliquer ce qu'ils doivent faire : on est là pour les accompagner et les aider à aller là où ils veulent aller. »

La volonté de respecter le mode de fonctionnement des acteurs locaux entraîne une prise en compte de leurs contraintes, au premier rang desquelles il faut mentionner leur temporalité, même si cela oblige à faire le grand écart pour respecter les agendas qu'imposent parfois les bailleurs de fonds dont les logiques ne tiennent pas toujours compte du contexte local.

« En voulant aller trop vite, on risquerait de brusquer les choses ; il est d'ailleurs possible qu'on l'ait fait car dès que l'on passe au régime subvention, on est tenu de rendre compte dans des délais imposés par les donateurs. C'est une difficulté de faire coïncider les exigences du bailleur avec les processus de décision locaux qui sont beaucoup plus lents et encore plus du fait de l'occupation. »

Un mode de travail en « collectif » au Nord

Sans que les choses n'aient été clairement programmées dès l'origine, le mode de soutien des organisations françaises, puis européennes s'est structuré en un collectif dont les contours se sont progressivement formalisés. Le principe de départ a consisté en une mise en commun des apports financiers respectifs. Cette « unicité » de comptes, tant pour les recettes que pour les dépenses, a grandement facilité la cohésion du groupe. L'instauration d'une réunion annuelle a permis de renforcer les échanges pour lever les éventuelles incompréhensions. Enfin, la rédaction d'un bulletin d'information, sur un rythme annuel a favorisé l'identification du collectif auprès du public.

Le mode d'intervention des acteurs nord est principalement centré sur le soutien financier et la recherche de fonds de leurs territoires respectifs (collectivités territoriales, entreprise, syndicats...). Mais il ne se borne pas à ce seul domaine et peut s'étendre à l'appui technique par la mobilisation de leurs réseaux (syndicats, laboratoires, entreprises, universités...), voire dans certains cas recouvrir des aspects juridiques ou institutionnels, pour faire valoir certaines demandes des bailleurs de fonds, sans oublier l'aspect communication (films, bulletins, plaquettes, conférences...) pour diffuser les informations auprès du grand public.

La coopérative — avec ses statuts juridiques — a été montée par Serge qui avait la compétence à monter les dossiers. Les Palestiniens avaient des idées, mais pas la réglementation qu'il fallait. Le viticulteur de notre groupe a donné le nom d'une entreprise qu'il connaissait qui fabriquait ce type de matériel. Raed est venu faire un stage de quelques jours dans l'entreprise, prendre connaissance de cet appareil et savoir comment le réparer quand il y a des soucis techniques. Sinon comme outil de diffusion, le film de nos amis belges est très bien. »

Une synergie efficace

Les groupes qui composent le collectif sont très divers, par leur taille, leur degré d'implication, leur niveau de contribution ou encore leur ancienneté dans le processus. Cependant, l'organisation en collectif est suffisamment souple pour permettre à chacun d'y trouver sa place. La collaboration entre associations apporte une ouverture qui peut être une occasion de découvertes, d'apprentissage et même de satisfactions personnelles.

« **Beaucoup de groupes bretons sont engagés pour soutenir la coop, et même au-delà de la Bretagne. Tous ne sont pas impliqués de la même façon, mais je trouve que ce qui a été fait est assez énorme. Un aspect positif c'est que cela nous a permis de collecter des fonds importants en fédérant plusieurs groupes.** »



Un partenariat basé sur la confiance, élément clé du fonctionnement du projet

Les échanges entre l'Europe et la Palestine se situent dans un rapport de solidarité, d'amitié et de fraternité, qui s'enracinent dans des valeurs communes et reposent sur la confiance mutuelle.

« **Il faut cette relation de confiance car on ne peut suivre de loin ; il faut pouvoir bien comprendre tous les maillons nécessaires au bon déroulement et que les gens sur le terrain puissent bien restituer car il y a des choses qui nous échappent.** »

La coopérative Al Sanabel, un passage incontournable pour les groupes qui vont en Palestine.

L'autonomie, clé de la réussite

Rester maître de son outil

Ce projet émane d'un groupe de paysans qui l'ont construit pas à pas ; ils ont eu le souci de ne pas aller trop vite progressant au fur et à mesure de l'acquisition des techniques nécessaires et des fonds disponibles. Au départ, le nombre de bouteilles de jus pressé était extrêmement faible, puis ils ont monté en puissance. Ce souci de garder la maîtrise technique — tout comme la maîtrise politique — de la part de gens qui veulent prendre en main leur destin, a valeur universelle. Cela montre que les Palestiniens ne sont pas sur une autre planète, même s'ils sont dans une situation d'occupation invraisemblable et, à bien des égards, unique.

« **Il ne s'agit pas d'arriver avec notre projet clé en main... Ce que nous savions, ce sont les bases sur lesquelles était construite la coop : la volonté de Raed et de ses amis, de ne pas se laisser déposséder du projet, de le maîtriser. En effet, on ne manque pas de gens qui se disent experts, qui veulent donner des conseils avec tout ce que cela veut dire dans la situation politique en Palestine.** »

Rester indépendant financièrement

La coopérative fait des choix financiers cohérents, elle n'accepte que des financements qui sont sans contrepartie imposée.

« **L'USAID* était venu proposer une forte subvention à la coop (600 000 dinars jordaniens) ; à l'époque, la coop marchait déjà bien ; Raed n'en voulait pas, mais c'est Bassem qui a été le plus virulent en leur disant : « on n'a pas besoin de vous » ; l'USAID leur demandait de signer un papier disant que les bénéficiaires de la subvention s'engageaient à ne pas avoir d'action violente vis-à-vis des Israéliens et à avoir un droit de regard sur l'embauche des salariés de la coop ; c'est la manière dont ils procèdent en général ; ils ont été très vite remerciés ! »**

* USAID : Agence des États-Unis pour le développement international.

Une structuration de la société civile

La coopérative a eu également un effet structurant au niveau de la société civile, bien au-delà des seuls coopérateurs, pour s'étendre à tous les viticulteurs de la région d'Hébron qui peuvent venir presser leurs raisins, mais aussi aux femmes pour lesquelles la production de deb's a été grandement facilitée. Au fil des ans, la coopérative a su acquérir une place absolument

importante dans la région, les autorités municipales se rendent bien compte du formidable travail réalisé au bénéfice des paysans. Elle est reconnue près des structures socio-économiques comme la Chambre de commerce qui organise le festival du raisin. C'est une entité qui structure la lutte contre la colonisation en défendant les paysans lors d'exactions des colons comme la destruction des ceps de vignes ou en cas de catastrophe naturelle comme le gel des vignes.

« D'un certain côté, leur visibilité les protège, car les israéliens ne prennent pas de pincettes... pas seulement leur lien avec l'étranger, mais leur visibilité locale, car la coop joue un rôle syndical dans la région. Par exemple lorsqu'ils ont fait une manif avec des tracteurs concernant le droit d'importation de produits israéliens autorisée par l'autorité palestinienne et aussi des mouvements contre l'extension de colonies sauvages. »

Une dynamique entrepreneuriale viable

Sur un plan économique et technique, rappelons que la mise en place d'une unité de production de jus de raisin n'était pas à proprement parler un objectif de départ, mais plutôt un moyen pour réguler le prix de vente sur le marché local. Or des résultats tangibles sont atteints, ne serait-ce que la construction du bâtiment et de la chaîne de production. Cependant ces deux dernières années, les coopérateurs ont été dans l'impossibilité de maintenir les prix qui se sont effondrés (qualité du raisin, contexte sanitaire, concurrence du raisin israélien...). Cela interroge sur la maîtrise du marché aux mains de gros commerçants et, plus généralement, sur les possibilités de développement économique sous occupation.

« Il s'agit de se doter d'un outil pérenne pour une activité professionnelle, qu'ils puissent continuer à vivre d'une activité ancestrale mais menacée, un outil qui leur permet de sauver leur métier, leur activité et que l'outil à un moment donné ne devrait plus avoir besoin de nous pour le faire tourner, contrairement à d'autres projets "perfusion". »

L'autonomie financière, bien que plus lente à atteindre que cela n'avait été prévu, semble néanmoins à portée de vue même s'il convient de rester prudent. Sur le plan technologique la viabilité du projet est également avérée. Le transfert de savoir-faire et l'adaptation du matériel ont été tout à fait remarquables dans un contexte où les possibilités de maintenance et d'approvisionnement des pièces de rechange sont pourtant particulièrement difficiles.

« Ce qui a été exemplaire, c'est la manière dont ils ont été capables d'adapter la technique française à leur situation particulière en Palestine. Par exemple pour la décantation : en France on refroidit et ça facilite, mais cela était hors de question à Halhul, à une période où la température est de 25° environ; cela aurait entraîné trop de dépenses d'énergie pour faire baisser la température du jus de raisin de quelques degrés. Donc ils ont testé un léger réchauffement et ça a marché. Évidemment cela est possible grâce aux compétences techniques de Raed. Mais ce projet est un peu emblématique de la manière dont on peut prendre en compte une technique et l'adapter par tâtonnements et de façon empirique. »

Un engagement politique durable

Nombre de termes élogieux viennent saluer la réussite du projet : cohérence, espoir, pugnacité, innovation, fiabilité, autonomie, courage, intelligence, dignité, tolérance... De fait, grâce à sa réputation de qualité, la mobilisation suscitée autour de cette démarche s'est largement démultipliée au fil du temps. Ce qui n'était qu'une initiative extrêmement réduite au départ est devenu une démarche vaste et mobilisatrice qui a modifié l'image portée sur la Palestine et dont le succès semble reposer sur trois éléments.



Compter avec le temps

Une des dimensions qui caractérise ce projet est sa progressivité puisque les premiers jalons ont été posés en 2006. Les orientations esquissées à l'époque, n'ont pas été formalisées de façon précise. Pourtant, le processus s'est développé sur la durée, de façon efficace et cohérente, grâce à un partenariat souple et respectueux de la logique des acteurs dont nous avons rappelé les principales caractéristiques.

Soutenir sur la durée

L'appui à ce projet va bien au-delà du financement d'infrastructures. Sa nature, comme cela a été relevé, est avant tout « politique ». Dès lors, le soutien devrait se poursuivre tout en changeant de nature.

Susciter l'espoir pour servir d'exemple

La réussite de ce projet enfin peut servir d'exemple pour contribuer à améliorer l'efficacité des partenariats mis en place dans des cadres similaires. C'est porteur d'espoir.

Un projet construit par étapes

- 2006** : année de grande dépression agricole causée par la concurrence israélienne et les entraves à la circulation imposées par l'armée d'occupation. Les prix du raisin s'effondrent et les fruits pourrissent sur le marché d'Halhul. Une poignée d'agriculteurs, craignant le découragement des paysans et l'abandon des terres, préalable à une confiscation par les colons, se mobilise.
- 2007** : création de la coopérative *Al Sanabel* qui regroupe 65 membres pouvant parrainer chacun 5 paysans soit au total plus de 300 familles. Soutien en France coordonné par les groupes AFPS de Cornouaille, Rennes et Nantes.
- 2008-2009** : premiers essais de pressage et pasteurisation avec un matériel artisanal.
- 2010** : Stage de formation auprès de la Coopérative des vigneronns de La Noëlle à Ancenis du président d'*Al Sanabel* et d'un ingénieur palestinien : recherche de techniques de production de jus de raisin transposable en Palestine.
- 2011** : Achat d'un terrain de 700 m².
- 2012** : Construction d'un bâtiment.
- 2014** : Achat d'un pressoir pneumatique.
De nouveaux partenaires : plusieurs groupes AFPS rejoignent le projet coopératif ainsi que des organisations de solidarité belges, la coopérative des Salines de Guérande, et le Secours Populaire.
- 2017** : L'Agence française de développement apporte un soutien financier au projet sur 3 ans.
- 2015-2020** : Installation d'une chaîne complète de traitement et de moyens de stockage, manutention et transport... et agrandissement du bâtiment.
- 2021-2022** : si les besoins financiers sont moindres, la solidarité perdue sous d'autres formes...

Un investissement collectif, matériel et humain

Le coût total de **plus de 700 000 euros** s'est étalé sur une quinzaine d'années, financé par les coopérateurs, la solidarité internationale (particuliers, associations et collectivités publiques...) et par l'AFD.

En même temps, l'investissement humain en Palestine a soudé le groupe de coopérateurs et renforcé la mobilisation pour le maintien sur place des paysans et la résistance à l'occupation.

Les soutiens de la coopérative *Al Sanabel*

EN FRANCE

- **AFPS Trégor**
Centre social de Ker Uhel
29, boulevard d'Armor – 22300 Lannion
Mail : afpstregor@free.fr
 - **AFPS Saint-Brieuc**
Centre social du Plateau
88, rue Mathurin-Méheut, 22000 Saint-Brieuc
Mail : afps22.stbrieuc@gmail.com
 - **AFPS Cornouaille**
12, rue Charles-de-Foucault – 29000 Douarnenez
Mail : yjardin7@wanadoo.fr
 - **AFPS Rennes**
11, rue de Flandre – 35000 Rennes
www.rennespalestine.fr
 - **AFPS Saint-Malo**
7, rue du Vallon – 35400 Saint-Malo
Mail : chapa-lemaitre@wanadoo.fr
 - **AFPS 44**
Pôle associatif Désiré-Colombe
8, rue Arsène-Leloup – 44100 Nantes
Mail : afpsnantes@wanadoo.fr
 - **AFPS 49**
Maison des Associations
22, rue du Maine – 49100 Angers
Mail : afpsanjou49@gmail.com
 - **AFPS Lorient**
58, rue François-le-Lévé – 56100 Lorient
www.afpslorient.com
 - **AFPS Clermont-Ferrand**
Maison des Associations
88, rue de l'Oradou – 63000 Clermont-Ferrand
Mail : afps.pdd@gmail.com
 - **AFPS Paris Sud**
Maison des associations du 13^e arrondissement
Boîte n° 5 – 11 rue Caillaux – 75013 Paris
 - **AFPS Haute-Savoie**
c/o Roland Fichet
4 passage Bellevue – 74000 Annecy
Mail : afps74@gmail.com
 - **Comité 56 AFPS**
Maison des Associations
6 rue de la Tannerie – 56000 Vannes
Mail : afps56@hotmail.fr
 - **Comité Solidarité Palestine de la région Nazairienne**
2, boulevard Albert-de-Mun
44600 Saint-Nazaire
 - **Secours populaire français 35**
14 rue des Veyettes – 35000 Rennes
Mail : contact@spf35.org
 - **Secours populaire français 44**
Mail : contact@spf44.org
 - **Coopérative des Salines de Guérande**
Pradel – 44350 Guérande
Mail : contact@leguerandais.fr
- ### EN BELGIQUE
- **Paix juste au Proche Orient (PJPO)**
Groupes à Nivelles, Ittre, Braine-le-Château, Lasne, Braine-l'Alleud et Écaussinnes
Contact : Pierre Lévêque
Mail : pierre.leveque@skynet.be
 - **Coordination namuroise Belgique Palestine (CNBP)**
Contact : André Verlaine
Mail : andre.verlaine@skynet.be

